

*Agence européenne de la sécurité  
aérienne*

---

**PROGRAMME DE TRAVAIL 2004**

7 JANVIER 2004

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1 PREAMBULE</b>	<b>1</b>
<b>2 INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
2.1 Qu'est-ce que l'AESA?	2
2.2 Quelles sont les réalisations accomplies en 2003?	3
Cadre réglementaire	3
Administration	3
<b>3 EXECUTION DES ACTIVITES CLES DE L'AGENCE</b>	<b>5</b>
3.2 Certification	5
Finalisation d'arrangements d'externalisation adaptés	5
Liaison et contrôle des activités de certification	5
Élimination progressive de la période d'externalisation et d'intérim	6
Évaluation de l'impact du règlement n° 1702/2003 sur la certification	6
3.3 Élaboration des réglementations	7
Systèmes d'élaboration des réglementations	7
Programme d'élaboration des réglementations	7
3.4 Inspection et normalisation	8
Adoption de procédures et mise en œuvre	8
Formation et séminaires	9
Élaboration d'un système qualité pour l'Agence	9
Enseignements à tirer des rapports sur les événements	10
3.5 Questions bilatérales	10
<b>4 MISE EN PLACE DES FONCTIONS DE SOUTIEN DE L'AGENCE</b>	<b>11</b>
4.1 Règles et procédures internes: un système efficace, clair et transparent	11
4.2 Ressources humaines: une priorité essentielle pour l'Agence	11
4.3 Finances	12
Activités générales	12
Activités de certification	12
4.4 Informatique: mise en place d'un système de haute qualité	13
Services de bureautique	13
Bases de données: mise en œuvre et gestion	13
Réseaux et communications	14
Sécurité	14
Support aux utilisateurs	14
Développement des systèmes	15
4.5 Communication	15
4.6 Questions juridiques	16
Garantie de la conformité juridique des procédures de l'Agence	17
Apport d'un soutien aux activités de base de l'Agence	17
Apport d'une sécurité juridique aux activités aéronautiques de l'Agence	17

Établissement d'un centre d'expertise juridique reconnu	18
<b>4.7 Contrôle</b>	<b>18</b>
<b>5 CONCLUSIONS</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXE – ORGANIGRAMME DE L'AESA (DECEMBRE 2003)</b>	<b>20</b>

## **1 Préambule**

Ce document présente les activités de l'Agence européenne de la sécurité aérienne pour 2004. Ce programme comprend deux grands volets (chapitres 3 et 4). Le premier concerne les activités clés que l'Agence est tenue de réaliser en 2004 en vertu des exigences du règlement n° 1592 (par exemple, les fonctions exécutives et les activités d'élaboration des réglementations). Celles-ci constituent les «missions clés» de l'Agence, et son succès à moyen terme sera évalué sur sa capacité à les accomplir efficacement. Le second volet se rapporte aux aspects pratiques et logistiques associés à la création d'une nouvelle agence et intègre de nombreuses questions déterminantes dans la capacité de l'Agence à mettre en œuvre ses activités clés. L'article 24 du règlement fondateur de l'Agence énonce que le conseil d'administration doit adopter le programme de travail (après avoir reçu l'avis de la Commission européenne) avant de le soumettre au Parlement européen, au Conseil, à la Commission européenne et aux États membres.

L'Agence se trouvant en phase initiale de développement au moment de la rédaction de ce document, le programme présenté ci-après apporte une indication des principales activités à accomplir, mais ne peut constituer un document de planification générale. En attendant l'arrivée des directeurs chargés de l'administration, de la qualité et de la normalisation, de la certification et de l'élaboration des réglementations début 2004, il manque à l'Agence les cadres dirigeants nécessaires dans ses différents domaines de spécialité pour poursuivre l'exécution des différentes tâches. En outre, le déménagement dans les locaux définitifs de l'Agence à Cologne aura une influence significative sur ses activités, et de ce fait, le présent document devra être révisé, et le programme de travail modifié sera soumis au conseil d'administration pour approbation à la fin du premier trimestre 2004. Après approbation, ce programme complété devra être transmis directement au Parlement européen, au Conseil, à la Commission européenne et aux États membres.

## 2 Introduction

### 2.1 Qu'est-ce que l'AESA?

La création de l'Agence européenne de la sécurité aérienne constitue la pierre angulaire des projets de l'Union européenne visant à établir et à maintenir un niveau uniforme élevé de sécurité aérienne en Europe et même au-delà de ses frontières. En outre, l'Agence a notamment pour objectif d'assurer un niveau uniforme élevé de protection environnementale, de faciliter la libre circulation des marchandises, des personnes et des services, de promouvoir la rentabilité dans les processus réglementaires et de certification, d'aider les États membres à remplir leurs obligations au titre de la convention de Chicago et de promouvoir les vues de la Communauté en matière de normes de sécurité de l'aviation civile.

Bien qu'elle rencontre des difficultés liées au climat économique actuel, l'industrie de l'aviation civile connaît une période de croissance, dans une perspective à long terme. Les efforts doivent par conséquent être poursuivis afin de garantir que le nombre de victimes des catastrophes aériennes n'augmente pas.

D'autre part, l'industrie a demandé aux autorités de réglementation de déployer des efforts supplémentaires pour faciliter la conformité avec les normes de sécurité requises, et soutient la création de la nouvelle Agence, qui contribuera à une réglementation efficace et à une harmonisation au niveau européen.

Dans ce contexte, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont adopté le règlement n° 1592/2002 (le «règlement fondateur» de l'Agence). Cet acte juridique communautaire a deux conséquences: d'une part il énonce un certain nombre d'exigences et de principes communs pour la sécurité de l'aviation civile et la protection environnementale, d'autre part il instaure l'Agence européenne de la sécurité aérienne, qui doit assumer certaines fonctions telles que détaillées dans le règlement fondateur. En ce sens, la «sécurité aérienne» comprend les normes de navigabilité pour tous les types d'aéronefs, ainsi que les normes de sécurité communes pour les organisations et les personnes responsables de la conception, de la fabrication et de la maintenance d'aéronefs. Il convient de noter que le rôle de l'Agence sera prochainement étendu à des questions relatives aux opérations aériennes et à l'octroi de licences d'équipages, conformément aux souhaits exprimés par le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen.

Le règlement fondateur vise à créer un système véritablement intégré pour la réglementation en matière de sécurité de l'aviation civile et de protection environnementale en s'appuyant sur les travaux de la coopération des États membres dans le cadre des autorités conjointes de l'aviation (*Joint Aviation Authorities, JAA*). L'AESA a pour mission:

- d'aider la Commission européenne dans ses activités en matière de législation et de représentation internationale;
- de mettre en œuvre le droit communautaire lorsqu'une certification centralisée s'avère plus efficace que les actions individuelles des États membres; et
- de surveiller la mise en œuvre du droit communautaire par les États membres lorsqu'ils assument eux-mêmes des activités de certification.

## ***2.2 Quelles sont les réalisations accomplies en 2003?***

L'année 2003 a été marquée par les défis importants qu'il a fallu relever pour instaurer l'Agence avant l'échéance du 28 septembre fixée par le règlement fondateur. La nomination du directeur exécutif prévue pour début 2003 a été reportée au 1<sup>er</sup> septembre. Entre-temps, le conseil d'administration et la Commission se sont efforcés de faciliter le déroulement des activités requises en l'absence du directeur exécutif. En particulier, la Commission européenne a fourni des surfaces de bureau et a recruté un petit effectif de personnels auxiliaires chargés de travailler à la mise en place de l'Agence. Cela signifiait toutefois que l'Agence ne disposait d'aucun personnel technique alors que les règles nécessaires pour lancer le fonctionnement de l'Agence devaient être élaborées (les «règles de mise en œuvre») et que l'Agence était responsable de certaines activités de certification à partir du 28 septembre. L'Agence a par conséquent eu recours à une expertise externe sous la forme de ressources en personnel issues des autorités aéronautiques nationales et des autorités conjointes de l'aviation.

### **Cadre réglementaire**

Le lancement des activités de l'Agence a impliqué l'adoption par la Commission d'un certain nombre de textes juridiques qui, avec le règlement fondateur, devaient parachever le cadre réglementaire des activités de l'Agence. Par conséquent les premiers effectifs recrutés par la Commission européenne mentionnés ci-dessus ont été pleinement occupés par les travaux préparatoires concernant l'avis du directeur exécutif sur ces règles de mise en œuvre, et notamment par le suivi du processus de consultation associé et la préparation des spécifications de certification et des documents d'orientation pertinents. Le texte réglementaire requis sur la certification a été adopté en septembre par la Commission afin de permettre à l'Agence de démarrer ses activités clés qui, par nature, sont les plus urgentes: le règlement n° 1702/2003 établissant des règles d'application pour la certification de navigabilité et environnementale des aéronefs et produits, pièces et équipements associés, ainsi que pour la certification des organismes de conception et de production a été publié dans le journal officiel de l'Union européenne le 27 septembre 2003. Le règlement n° 2042/2003 relatif au maintien de la navigabilité des aéronefs et des produits, pièces et équipements aéronautiques, et relatif à l'agrément des organismes et des personnels participant à ces tâches a été publié le 28 novembre.

La révision de l'ensemble des spécifications de certification et des documents d'orientation (exigences réglementaires de niveau inférieur) a également été effectuée durant les premiers mois d'existence de l'Agence, en vue de leur révision complète et adoption en 2003.

On peut donc conclure qu'en 2003, l'Agence a supervisé et participé activement à la finalisation et à la révision de son cadre réglementaire aéronautique complet, préparant le terrain à ses activités opérationnelles régulières.

### **Administration**

Le système financier de l'Agence, y compris les documents et les procédures réglementaires, a été entièrement mis en place et est opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> octobre. Cela a notamment impliqué l'adoption d'un règlement financier propre à l'Agence (basé sur le règlement financier cadre de la Commission), la nomination de son propre agent comptable et l'acquisition des outils de comptabilité nécessaires.

Dans d'autres domaines, le conseil d'administration a adopté plusieurs documents importants au cours de l'année:

- politique en matière de personnel
- projet de structure organisationnelle
- procédure d'élaboration des réglementations
- règlement financier
- orientations sur les procédures de certification
- politique d'externalisation

#### Site internet

Le site internet de l'Agence [www.easa.eu.int](http://www.easa.eu.int) a été mis en place avant l'échéance du 28 septembre afin de permettre à l'Agence de communiquer directement avec les parties intéressées et le public. Des informations complémentaires y sont ajoutées le cas échéant, dès lors qu'elles sont disponibles. La mise à disposition en ligne des textes de l'Agence est considérée comme une étape essentielle pour l'entrée en vigueur du règlement fondateur.

## **3 Exécution des activités clés de l'Agence**

### **3.1 Introduction**

Au cours de la période de transition, et notamment en 2004, l'Agence ne disposera pas des ressources humaines suffisantes pour mener à bien les missions qui lui sont confiées. Elle devra donc faire appel aux ressources existantes des autorités aéronautiques nationales. Dans ce contexte, la politique d'externalisation approuvée par le conseil d'administration sera appliquée, ce qui implique la nécessité pour l'Agence de conclure des contrats en urgence avec les autorités aéronautiques nationales, à l'instar de ce qui a été fait avec le JAA central en décembre 2003, et de leur confier un certain nombre de tâches relatives à la certification et aux activités de soutien associées. Ces contrats devront prévoir les dispositions nécessaires pour permettre d'ajuster les tâches externalisées en fonction de la croissance des ressources internes de l'Agence.

Les tâches externalisées seront exécutées en vertu des règles pertinentes de l'Agence. Conformément au règlement fondateur, le directeur exécutif restera responsable des décisions finales concernant la sécurité aérienne et la compatibilité environnementale.

D'autres activités de l'Agence, telles que la mise en place de sa fonction d'analyse et de recherche sur la sécurité doivent également être mises en œuvre, bien qu'à ce stade, cette fonction n'ait pas encore été affectée à une direction particulière et restera sous la supervision directe du directeur exécutif.

Les contrats bilatéraux nécessaires entre l'Agence et les autorités aéronautiques nationales doivent entrer en vigueur au cours du premier trimestre 2004.

### **3.2 Certification**

Les activités de certification sont de la plus haute importance pour l'Agence. L'objectif est pour celle-ci d'être en mesure dès que possible d'assumer elle-même ces activités, qui sont actuellement prises en charge par le JAA central, comme l'habilitation des équipes de certification et la coordination.

#### Finalisation d'arrangements d'externalisation adaptés

Le directeur exécutif a chargé les autorités aéronautiques nationales et le JAA central de continuer à accomplir les missions de l'AESA après le 28 septembre 2003, dans un premier temps pour une période de quatre mois. Cette période sera prolongée le cas échéant afin de garantir que les contrats d'externalisation nécessaires seront correctement finalisés.

#### Liaison et contrôle des activités de certification

- Gestion des informations de la production au stockage

L'une des premières activités, et peut-être l'une des plus pratiques de l'Agence, sera de développer ses propres bases de données pour les activités de certification. Compte tenu des disparités entre les bases existantes et de la complexité des données considérées, toutes les solutions devront être développées en relation étroite avec la fonction informatique, à la lumière du savoir-faire que possèdent déjà les autorités conjointes de l'aviation et les autorités aéronautiques nationales. Ces solutions s'étendent de la simple interface de systèmes existants à la création d'une base de



données entièrement nouvelle. Une étape essentielle dans l'élaboration des bases de données, quelle que soit la méthode choisie, sera de définir conjointement avec les autorités aéronautiques nationales et les autorités conjointes de l'aviation, le niveau des données qui seront stockées et gérées par l'Agence, et notamment les procédures relatives au transfert des données après l'achèvement des projets de certification.

Afin de faciliter les activités de certification et d'offrir une vision plus claire de l'AESA aux demandeurs, un format commun sera défini pour l'ensemble des certificats délivrés par l'Agence. À plus long terme, des formats harmonisés seront développés pour les formulaires de demande, ce qui est de toute évidence essentiel afin de clarifier les processus pour les demandeurs.

Les certificats de l'AESA seront en place à partir du premier trimestre 2004 et, à plus long terme, des normes et formats communs seront développés pour les formulaires de demande. D'ici la fin de l'année, l'Agence aura transféré les bases de données externes nécessaires ou développé des interfaces fonctionnelles avec des bases de données externes.

#### 1. Définition de procédures appropriées

Le directeur exécutif développera des procédures de mise en œuvre relatives à la certification des produits et des organismes sur la base des procédures de certification adoptées par le conseil d'administration. Ces procédures de mise en œuvre définiront notamment les étapes de chaque procédure, la composition de l'équipe de certification ainsi que le format et le calendrier des demandes. L'établissement de ces procédures de mise en œuvre contribuera à la résolution de conflits grâce à la disponibilité de groupes d'experts.

Les procédures de mise en œuvre relatives à la certification seront élaborées au cours du premier semestre 2004.

#### Élimination progressive de la période d'externalisation et d'interim

L'Agence devra en outre élaborer son programme de certification afin d'éliminer progressivement tous les arrangements intérimaires ou contrats d'externalisation existants. La toute première étape de ce processus consiste à nommer le personnel approprié, à commencer par l'équipe immédiate du directeur de la certification. Ce dernier mettra en place des procédures de contrôle pour l'ensemble des activités externalisées parallèlement aux activités prioritaires de certification de l'Agence.

Le directeur de la certification intégrera ses fonctions en tout début d'année. En parallèle, quelques effectifs supplémentaires seront recrutés pour les activités de certification afin que l'équipe opérationnelle clé puisse fonctionner le plus rapidement possible.

#### Évaluation de l'impact du règlement n° 1702/2003 sur la certification

En vertu de l'article 2, paragraphe 3, alinéa a), point i) du règlement n° 1702/2003, avant le 1<sup>er</sup> mai 2004, l'Agence doit en priorité déterminer si le niveau de sécurité fourni par la base de certification de type, les codes de navigabilité, l'expérience de service et les systèmes de sécurité, se rapportant aux produits cités dans les paragraphes 2 et 3 de l'article sus-mentionné, peut être considéré comme équivalent à celui requis par le règlement fondateur et le règlement n° 1702/2003.

### ***3.3 Élaboration des réglementations***

L'Agence se trouvant en phase initiale de développement, cette fonction comporte deux aspects distincts pour l'année 2004: transposer dans la réalité les systèmes d'élaboration des réglementations adoptés sur le papier et entreprendre les activités spécifiques d'élaboration des réglementations qui lui incombent.

#### **Systèmes d'élaboration des réglementations**

Des progrès significatifs ont déjà été réalisés durant l'année 2003 concernant le développement de l'activité réglementaire, y compris l'adoption d'une procédure d'élaboration des réglementations par le conseil d'administration. La nomination de membres des deux nouveaux organes qui seront étroitement associés aux activités d'élaboration des réglementations de l'Agence constitue la prochaine étape. Le premier organe, le *safety standards consultative committee* (SSCC) [comité consultatif des normes de sécurité], représente les parties assujetties aux mesures de l'Agence, et le second, l'*advisory group of national authorities* (AGNA) [groupe consultatif des autorités nationales]. Le rôle de ces organes sera de fournir des conseils au directeur exécutif à la lumière de leur expérience dans le domaine de la mise en œuvre des exigences en matière de sécurité aérienne et d'environnement. En tant que tels, ils constituent des sources essentielles d'expertise que l'Agence pourra utiliser lorsqu'elle poursuivra ses activités réglementaires, à savoir notamment la fourniture d'avis à la Commission relatifs aux exigences essentielles futures et aux règles de mise en œuvre, les spécifications de certification, y compris les moyens acceptables de mise en conformité et les documents d'orientation. Le directeur exécutif confirmera la composition du SSCC et de l'AGNA avant le 1<sup>er</sup> février. Avec le soutien et la participation active de ces deux organes, l'Agence poursuivra la préparation des procédures nécessaires concernant l'élaboration des réglementations, y compris l'adoption d'une approche pour évaluer l'impact des réglementations, ainsi que des procédures opérationnelles standard pour les groupes de rédaction, comme prévu dans la procédure d'élaboration des réglementations. L'éventail complet des procédures devrait être en place d'ici la fin de l'année.

#### **Programme d'élaboration des réglementations**

Le programme 2004 de l'Agence prévoit déjà un certain nombre d'activités d'élaboration des réglementations. La liste n'est évidemment pas définitive et sera complétée le cas échéant en consultation avec le SSCC et l'AGNA dans le courant de l'année.

- Révision du règlement fondateur

L'Agence doit adresser un avis à la Commission afin d'intégrer les exigences essentielles pour les opérations de vol et l'octroi de licences d'équipage. Le processus d'élaboration des réglementations débutera début février et laissera suffisamment de temps pour la consultation, comme prévu par la procédure d'élaboration des réglementations de l'Agence.

- Révision des règles de mise en œuvre sur la certification et sur le maintien de la navigabilité

Un certain nombre de problèmes potentiels ont été identifiés en rapport avec les textes adoptés en 2003. L'Agence s'est engagée à réexaminer ces textes dès que l'opportunité se présentera afin de résoudre les éventuelles anomalies ou

incohérences, comme celle de l'évaluation d'impact réglementaire de la mise en œuvre de la Partie M sur l'aviation générale.

- Développement de certificats normalisés

Le développement de certificats normalisés constitue une autre activité pour 2004, y compris de certificats acoustiques pour lesquels l'Agence doit élaborer une spécification commune. L'Agence adoptera le texte correspondant avant la fin de l'année.

En outre, avec l'aide de l'AGNA et du SSCC, l'Agence va commencer la préparation du programme d'élaboration des réglementations pour 2005 et pour le moyen terme, en s'appuyant d'une part sur une évaluation pertinente des risques en matière de sécurité et d'autre part, sur les coûts associés. Cela constitue une condition de base essentielle pour produire des textes réglementaires applicables, efficaces et favorablement perçus.

- Développement des spécifications de certification et des documents d'orientation

Comme clairement stipulé dans la procédure d'élaboration des réglementations de l'Agence, le programme d'élaboration des réglementations doit pleinement tenir compte des besoins spécifiques émergents (par exemple, les aspects relatifs à l'interopérabilité du programme du ciel unique) ainsi que de tout autre développement pertinent au niveau du droit international ou communautaire.

L'Agence adressera son avis à la Commission sur les exigences essentielles en matière d'opérations de vol et d'octroi de licences d'équipage et entamera par conséquent le processus d'élaboration des réglementations/de consultation début février. L'Agence fournira son avis à la Commission concernant la révision des règles de mise en œuvre en matière de certification et de maintien de la navigabilité avant la fin de l'année.

### ***3.4 Inspection et normalisation***

#### **Adoption de procédures et mise en œuvre**

Le règlement fondateur habilite l'Agence à effectuer des inspections de normalisation au sein des autorités nationales compétentes, ainsi que des enquêtes dans les entreprises. La Commission doit définir et adopter des lignes directrices pour ces procédures de normalisation et d'inspection. L'adoption de ces lignes directrices pourrait se concrétiser d'ici la fin du premier trimestre 2004.

Dans ce contexte, l'une des toutes premières activités du nouveau directeur de la qualité et de la normalisation sera d'établir un programme d'inspections dans les États membres et d'enquêtes dans les entreprises. Les programmes de normalisation s'appuieront, non seulement sur les lignes directrices définies par la Commission, mais également sur les documents et procédures réglementaires disponibles (comme les procédures de certification). Ces programmes visent à garantir que les normes de qualité les plus strictes sont appliquées à tous les niveaux du système de l'AESA, qu'elles sont maintenues correctement, uniformément et de façon continue et ont également pour objectif de diffuser ces normes en dehors du système afin d'assurer la reconnaissance de l'autorité de l'AESA.

Le programme d'inspection concernant l'industrie doit être établi au cours du premier trimestre 2004 conformément aux lignes directrices qui seront adoptées et définies par la Commission. Les toutes premières inspections pourraient par conséquent être menées en 2004. Le programme d'inspection concernant les autorités nationales doit être établi au cours du premier trimestre 2004 conformément aux lignes directrices qui seront adoptées et définies par la Commission. Les toutes premières inspections pourraient par conséquent être effectuées en 2004.

#### Formation et séminaires

Le directeur de la qualité et de la normalisation sera responsable de la mise en œuvre de la formation technique du personnel de l'Agence. Cette formation a pour objectif de maintenir et d'accroître le niveau d'expertise disponible au sein de l'Agence, et de garantir que les normes et exigences de l'Agence font l'objet d'une interprétation commune. Il convient de souligner qu'il est fondamental que l'Agence puisse s'adresser d'une seule voix au monde extérieur afin d'asseoir son autorité et sa crédibilité. La formation va aider le personnel de l'Agence à appréhender les travaux de l'ensemble des disciplines techniques et à développer ses propres compétences à partir des meilleures pratiques.

L'Agence devra être fortement impliquée dans la diffusion des normes AESA au sein et à l'extérieur des États soumis à ses réglementations. L'Agence sera représentée dans les principaux séminaires aéronautiques afin d'identifier de façon certaine les meilleures pratiques existantes et de les diffuser ensuite au sein du système de l'AESA. Dans cette même perspective, l'AESA organisera ses propres séminaires et formations afin de faire connaître ses propres normes et pratiques.

L'Agence va transférer son expertise en cascade, par la formation de techniciens externes (des autorités aéronautiques nationales et des entités qualifiées). Bien que cette formation soit destinée aux responsables de projets associés, elle pourrait également être ouverte à l'industrie afin d'assurer la diffusion la plus large possible des normes de l'Agence.

Tous les moyens de diffusions *ad hoc* seront utilisés afin de mener à bien ces activités en matière de qualité et de normalisation.

L'Agence organisera des séminaires ou des conférences se rapportant aux nouvelles réglementations début 2004. Elle organisera sa première formation interne sur des questions techniques au cours du premier semestre 2004 et mettra en place des programmes de formation à l'intention des parties prenantes externes au cours du second semestre 2004.

#### Élaboration d'un système qualité pour l'Agence

Le directeur de la qualité et de la normalisation aura en outre pour responsabilité d'apporter sa propre expertise dans l'analyse des systèmes, dans l'identification, la rétribution et la diffusion de la qualité au sein même de l'Agence. Courant 2004, la direction concernée commencera à élaborer le système qualité de l'Agence. Aucune échéance n'est expressément prévue pour 2004, mais l'avancement de la mise en place du système qualité constituera l'une des priorités de cette direction pour 2004.

### Enseignements à tirer des rapports sur les événements

L'Agence devra mettre en œuvre l'analyse des rapports sur les événements au sein du cadre juridique existant afin d'identifier les meilleures pratiques pour améliorer la sécurité.

### ***3.5 Questions bilatérales***

Conformément à l'article 18 du règlement fondateur, l'Agence doit conclure des arrangements de travail avec ses principaux partenaires dans le domaine de la réglementation afin de faciliter la certification et le contrôle continu des produits et services importés. Parallèlement, il est nécessaire de prendre des mesures concernant les nouvelles dispositions communautaires sur la reconnaissance mutuelle des constats de certification et de la coopération réglementaire, qui vont remplacer les accords bilatéraux existants de sécurité aérienne et de navigabilité conclus par les États membres avec plusieurs pays tiers. Enfin et surtout, l'Agence doit se préparer à prendre le relais des autorités conjointes de l'aviation pour les activités techniques de coopération visant à aider les pays tiers les moins développés à améliorer leurs systèmes réglementaires de sécurité aérienne et à promouvoir les normes européennes dans ce domaine.

## **4 Mise en place des fonctions de soutien de l'Agence**

L'année 2004 sera la première année complète de fonctionnement de *l'Agence européenne de la sécurité aérienne* et le présent programme de travail doit être lu dans cette perspective. En 2004, l'Agence s'efforcera d'asseoir sa crédibilité et d'engager les nombreuses activités qui lui incombent.

### ***4.1 Règles et procédures internes: un système efficace, clair et transparent***

Le personnel de l'Agence doit disposer d'un ensemble de règles et procédures internes qui le guident dans ses activités et sa vie quotidiennes au sein de l'Agence, notamment pour le recrutement, la gestion des ressources humaines, la politique en matière de déplacements, les finances et la communication.

Compte tenu du cadre administratif dans lequel l'Agence évolue, en particulier sur le plan des ressources financières et humaines, il est préférable que ces règles et procédures ne soient pas élaborées *ex nihilo*, mais qu'elles s'inspirent de documents similaires en vigueur au sein des institutions et agences déjà existantes et qu'elles soient adaptées aux spécificités de l'Agence.

Les procédures correspondantes sur la gestion des ressources humaines, la politique en matière de déplacements, les finances et la communication seront adoptées par le directeur exécutif au plus tard mi-2004. Préalablement à cette échéance, les règles de la Commission seront applicables.

### ***4.2 Ressources humaines: une priorité essentielle pour l'Agence***

L'une des priorités est de doter le plus rapidement possible l'Agence en personnel, en tenant compte des contraintes financières du budget général de la Communauté européenne, afin qu'elle puisse accomplir sa mission et asseoir sa présence, son autorité et sa crédibilité. Le recrutement constituera donc une priorité absolue pour les nouveaux cadres dirigeants de l'Agence. La décision du Conseil européen sur l'installation définitive de l'Agence à Cologne clarifie la situation pour les nouveaux candidats aux postes de l'Agence.

L'autorité investie du pouvoir de nomination au sein de l'Agence est le directeur exécutif. Compte tenu du léger retard pris en 2003 pour sa nomination et de la longueur de la procédure de recrutement des agents temporaires, aucun nouvel agent temporaire n'a été nommé en 2003. De petits effectifs ont toutefois été nommés (dans le cadre des contrats auxiliaires de la Communauté européenne), afin que l'Agence entreprenne ses activités prioritaires.

Conformément à la décision du conseil d'administration relative à la structure de l'Agence, il convient d'ajouter quelques précisions concernant son organisation. La dotation en personnel au niveau des échelons les plus bas de la structure sera réalisée par le directeur exécutif, avec l'aide des quatre directeurs, peu après leur nomination. Un projet de structure organisationnelle (pour les échelons inférieurs) est présenté en annexe du présent programme.

L'Agence s'est vue confier la responsabilité exclusive des activités de certification par le règlement fondateur. Pour pouvoir s'acquitter de ses fonctions, elle doit disposer d'un personnel suffisant sur le plan qualitatif et quantitatif ou bien sous-traiter le travail. La rentabilité constitue un objectif primordial de l'Agence et le coût

des travaux sous-traités serait de toute évidence beaucoup plus élevé que les frais directs de personnel investis pour des employés de l'Agence. L'Agence doit donc faire tout son possible pour recruter des compétences en interne. En outre, en se dotant de compétences techniques en interne, l'Agence pourra plus rapidement prendre en charge les activités actuellement sous-traitées aux autorités conjointes de l'aviation ou aux autorités aéronautiques nationales et donc raccourcir la période de transition et le passage du système JAA au système AESA. À plus long terme, ceci est parfaitement compatible avec l'objectif énoncé d'accroissement de la rentabilité au niveau des processus de réglementation et de certification et avec la nécessité de constituer un référentiel central unique d'expertise technique accessible à l'autorité législative.

Les effectifs étant appelés à s'accroître de façon significative en 2004, les dirigeants devront accorder de l'importance à la constitution des équipes au sein de l'Agence, un aspect essentiel pour établir l'AESA en tant qu'organisation cohérente et efficace.

Le rythme de l'activité de recrutement sera adapté en fonction de la capacité de l'équipe des ressources humaines à exécuter les tâches qui lui incombent. L'objectif est d'atteindre un effectif minimum de 60 personnes d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2004 et que tous les effectifs prévus dans l'organigramme 2004 soient en poste avant la fin de l'année (95 personnes).

Il convient de rappeler que la politique en matière de personnel adoptée par le conseil d'administration autorise le recrutement d'agents temporaires et d'experts nationaux détachés, en vertu du statut du personnel de la Communauté européenne, dont la révision est prévue en 2004.

#### **4.3 Finances**

La fonction financière constitue un processus de soutien clé au regard de l'étendue des activités de l'AESA et de la nécessité de garantir les normes les plus strictes en matière de gestion financière à la mesure d'une agence de la Communauté européenne.

##### Activités générales

L'Agence a obtenu son autonomie financière au cours du dernier trimestre 2003, ce qui signifie que les décisions financières opérationnelles lui appartiennent. Cette étape a nécessité que l'Agence mette en place un certain nombre de systèmes pour assurer une gestion saine de ses finances. Les travaux vont se poursuivre tout au long de l'année 2004 sur ces bases afin de garantir que les nouvelles procédures internes nécessaires seront mises en place à mesure que la capacité de l'Agence se développera au cours des 12 prochains mois.

Afin de satisfaire aux exigences du nouveau règlement financier communautaire et notamment à la budgétisation par activité, le système financier de l'AESA fera l'objet de nouveaux développements afin d'intégrer ce type d'analyse de gestion.

##### Activités de certification

Des systèmes financiers complémentaires devront être mis en place au cours de l'année 2004 en prévision des fonctions opérationnelles spécifiques de l'Agence pour la certification en matière de navigabilité et d'environnement et le maintien de la

navigabilité. Il est prévu que l'Agence s'auto-finance à moyen terme, et un système d'honoraires et de redevances, basé sur un règlement pertinent de la Commission, devrait être mis en place pour le deuxième trimestre 2004. Il permettra de gérer les honoraires de certification à la charge des demandeurs, mais aussi la vente des publications, services de formation et autres services de l'Agence.

En matière d'honoraires de certification, la mise en œuvre d'un système d'honoraires constituera une tâche importante de la fonction financière en 2004. Bien que la structuration de cette activité dépende des exigences finales qui seront établies dans le règlement relatif aux honoraires et redevances, elle portera notamment sur:

- un système de facturation adapté au système d'honoraires et de redevances
- la mise en place de fonctions de comptabilité associées
- le développement et la mise en œuvre de systèmes de gestion des risques financiers
- les fonctions de trésorerie associées à la facturation

Ces activités auront une priorité essentielle pour le nouveau directeur de l'administration qui entrera en fonction début 2004.

#### ***4.4 Informatique: mise en place d'un système de haute qualité***

Le futur système informatique de l'Agence vise d'une manière générale à offrir des services informatiques fiables à tous les utilisateurs de l'AESA par la mise en place d'une infrastructure informatique adaptée. Ce système implique la création d'un environnement informatique complet pour l'Agence, allant de l'environnement matériel au support aux utilisateurs et au développement de systèmes. Il nécessite la mise en place de matériel, de logiciels, la mise en œuvre de réseaux entièrement sécurisés, ainsi que la création, le transfert et la gestion de bases de données opérationnelles.

##### Services de bureautique

En 2004, l'Agence mettra en place ses propres services de bureautique en s'équipant de postes de travail, de périphériques et d'autres outils de bureautique. Dans ce contexte, l'Agence a déjà étudié les possibilités offertes par les contrats-cadres de fournitures de la Commission avec certains fournisseurs informatiques et a choisi de s'associer avec certains d'entre eux.

Dès 2004, l'Agence sera entièrement indépendante des services informatiques de la Commission en ce qui concerne les applications courantes de bureautique.

##### Bases de données: mise en œuvre et gestion

Une part significative de la charge de travail de l'Agence dépendra de la gestion efficace des bases de données. Outre les bases de données traditionnelles de bureautique (par exemple pour la gestion des communications), l'Agence devra créer sa propre base de données pour la documentation (l'ensemble des textes réglementaires produits par l'Agence, comme les décisions du conseil d'administration et les décisions du directeur exécutif) et sa propre base de données pour les certificats et agréments. L'Agence va étudier la possibilité d'importer les



bases de données existantes (des autorités conjointes de l'aviation ou des autorités aéronautiques nationales) ou de créer des interfaces dédiées avec ces bases. En complément de ces bases de données permanentes, l'Agence doit se donner les moyens de développer des bases de données *ad hoc*, pour la gestion des comptes rendus de consultation par exemple. À tous les niveaux, l'Agence accordera une attention particulière à la sécurité de ces bases de données en empêchant les accès non autorisés et l'altération ou la destruction des contenus par des intrus potentiels internes ou externes.

D'ici la fin de l'année, l'Agence aura procédé à l'importation des bases de données externes nécessaires ou développé des interfaces fonctionnelles avec des bases de données externes. Les bases de données personnalisées pour les procédures internes, relatives par exemple à la gestion des communications et à la documentation, seront en place pour mi-2004.

### Réseaux et communications

L'Agence doit mettre en place ses propres services de courrier électronique, avec ses propres formats et fonctionnalités d'accès à distance. L'objectif est de fournir une image cohérente aux partenaires extérieurs et d'introduire un maximum de flexibilité dans le travail pour tout le personnel de l'Agence.

Le système de courrier électronique indépendant de l'Agence doit être pleinement opérationnel pour la mi-2004.

L'Agence développera son propre site internet multifonctionnel en vue de l'utiliser comme un outil de communication majeur tant pour le public que pour les parties prenantes du secteur aéronautique. Cela implique de développer un site internet avec des accès sécurisés pour les utilisateurs déclarés de certaines bases de données (par exemple pour une consultation en ligne) et de prévoir la mise en place de systèmes à base de connaissances ou de systèmes extranet afin d'introduire un maximum d'efficacité dans les activités des groupes de travail de l'Agence, comme le SSCC ou l'AGNA (voir la section sur l'élaboration des réglementations pour de plus amples informations).

Le nouveau site internet performant de l'Agence sera mis en ligne au cours du premier trimestre 2004. Les outils électroniques nécessaires pour les parties prenantes externes seront disponibles au cours du premier semestre 2004.

### Sécurité

À chaque étape de la mise en place de son architecture informatique, l'Agence accordera la plus grande importance à la sécurité des données afin d'éviter toute perte éventuelle de données et de protéger les informations commercialement sensibles.

### Support aux utilisateurs

L'Agence va constituer une équipe informatique chargée de fournir une assistance aux utilisateurs, de dispenser des formations au personnel de l'AESA et d'apporter un soutien pour les applications et l'administration des systèmes et réseaux.

## Développement des systèmes

L'objectif global est de fournir à l'Agence des applications appropriées adaptées à ses fonctions administratives et activités.

- Support au système de comptabilité générale;
- Support à la gestion des ressources humaines;
- Système de gestion documentaire et de gestion des flux de travaux en support aux activités de certification de l'Agence.

## **4.5 Communication**

Une activité importante en 2004 consistera à asseoir la crédibilité de la nouvelle Agence dans le secteur aéronautique, et la fonction de communication aura assurément un rôle essentiel à jouer dans ce contexte. Une fonction de communication performante permettra également de renforcer la «culture AESA» émergente nécessaire au succès de l'Agence.

L'efficacité des communications internes et externes sera primordiale pour l'AESA dans la mesure où elle cherche à se faire connaître du monde aéronautique, et plus particulièrement de celui de la réglementation en matière de sécurité aérienne. Pour mener à bien cette mission, l'AESA doit traiter les points clés suivants en matière de communications:

- asseoir et maintenir sa notoriété en tant qu'autorité moderne, fiable, ouverte, efficace et réactive;
- assurer la cohérence entre ses diverses communications internes et externes.

L'identification de publics externes clés pour les activités de communication de l'Agence va se poursuivre. Cette dernière va continuer à développer une approche sur plusieurs axes pour cibler ces groupes, en adoptant des moyens adaptés à chacun d'entre eux. À cette fin, les actions suivantes doivent être mises en œuvre en 2004:

### Mise en place d'un service médiatique pleinement opérationnel au sein de la fonction de communication

Ce service répondra à deux objectifs: premièrement, il contribuera à établir des relations avec la presse spécialisée sur l'ensemble des questions qui sont du ressort de l'Agence; deuxièmement, il permettra de coordonner les actions engagées par l'Agence pour répondre aux éventuelles crises émergentes.

### Mise en œuvre d'une procédure pour la gestion de l'ensemble des demandes *ad hoc*

Il s'agira aussi bien de simples demandes du grand public que de questions complexes soulevées par l'industrie ou par d'autres parties intéressées. Cette procédure devra en outre tenir compte de la nécessité d'assurer un suivi des questions plus complexes avec les centres d'expertise compétents de l'Agence, les autorités aéronautiques nationales, ou d'autres organisations concernées. La fonction de communication contribuera à garantir que l'Agence satisfait à ses obligations de fournir rapidement une information objective, fiable et aisément compréhensible sur ses travaux, conformément à l'article 47, paragraphe 2, du règlement fondateur.

Mise en œuvre de l'ensemble des exigences de la Communauté européenne sur l'accès du public aux documents

Développement d'un nouveau site internet perfectionné afin de faciliter l'accès aux documents et aux informations relatifs aux activités de l'Agence

Étude de l'opportunité éventuelle d'une série de conférences et de manifestations itinérantes

Les manifestations itinérantes pourraient constituer un moyen utile de promouvoir l'Agence auprès des grandes organisations et des parties intéressées (par exemple, les autorités aéronautiques nationales, les grandes entreprises, etc.).

L'Agence prendra notamment le relais des autorités conjointes de l'aviation dans le cadre de la conférence annuelle d'harmonisation avec la FAA américaine [agence fédérale de l'aviation] prévue en juin à Philadelphie.

Évaluation de l'utilité de publications de l'Agence en complément de celles requises par le règlement fondateur

Ces publications ne seront envisagées que si elles apportent une réelle valeur ajoutée aux activités de communication de l'Agence.

Mise en place d'un système fonctionnel pour les publications officielles

Un système de publications officielles permet aux parties intéressées d'avoir accès aux textes de l'Agence dans un format qui leur convient. Il est à noter que cette activité est envisagée comme une source de revenus pour l'Agence (articles 48 et 53 du règlement fondateur) et dans ce contexte, il lui sera nécessaire de travailler avec un éditeur compétent pour les prestations à assurer. Il est proposé que les textes réglementaires de l'Agence continuent à être mis à disposition gratuitement sur le site internet, mais que les publications à valeur ajoutée (documents papier, CD-ROM, etc.) soient facturées aux abonnés. Cette approche est compatible avec les obligations de l'Agence en matière de transparence, et également conforme aux dispositions de l'article 53 du règlement fondateur, qui mentionne les recettes provenant des publications comme une source de revenus pour l'Agence.

Développement d'un site intranet performant pour l'Agence

Ce site constituera une source unique, pour la recherche par les membres du personnel, de toutes les informations nécessaires à leur activité. Il comportera un accès aux applications spécifiques, comme celles dédiées à la déclaration du temps de travail pour le personnel de certification, aux textes et bases de données de l'Agence, aux procédures internes, etc.

Un plan de communication complet et détaillé sera dans un premier temps adopté par le directeur exécutif au premier trimestre.
--

#### ***4.6 Questions juridiques***

En 2004, l'Agence va renforcer sa capacité juridique par la mise en place d'une équipe juridique capable de faire face aux problèmes matériels liés à la gestion d'un organe communautaire et à la mise en œuvre des activités et missions de l'Agence.

### Garantie de la conformité juridique des procédures de l'Agence

Une attention particulière sera accordée à l'impact juridique de l'ensemble des activités de l'Agence. Les activités administratives quotidiennes de l'Agence impliquent la vérification de la régularité de tous les contrats passés avec les fournisseurs et le suivi de toutes les questions susceptibles d'être soulevées, en vue d'assurer un maximum de transparence et de conformité avec les règlements en matière d'achats. En 2003, des contraintes de temps et de rentabilité ont incité l'Agence à adhérer aux contrats-cadres existants et autres accords de service aussi bien avec des fournisseurs externes (fournitures de bureaux, équipements informatiques, etc.) qu'avec les organes de la Commission qui agissent en qualité de fournisseurs pour l'Agence (hébergement, traduction, comptabilité salariale, service médical, etc.). Ces activités, certes de nature différente, se rapportent toutes d'une manière générale à la mise en place de l'Agence et à l'établissement de ses procédures. En 2004, l'Agence continuera dans la mesure du possible à utiliser ces services, et l'équipe juridique devra veiller à l'utilisation continue et appropriée de ces ressources contractuelles. La fonction juridique peut en outre être mobilisée pour apporter son soutien à d'autres activités d'ordre administratif ou opérationnel, comme la conformité de la politique de transparence de l'Agence au droit communautaire ou l'impact des processus budgétaires de la Commission européenne sur les finances de l'Agence.

### Apport d'un soutien aux activités de base de l'Agence

En 2004, la fonction juridique sera chargée de soutenir les activités clés de l'Agence en matière d'élaboration des réglementations et de certification. Concernant l'élaboration des réglementations, il s'agira d'apporter une aide à la révision juridique des futurs textes de l'Agence, le cas échéant, et à l'analyse des dernières évolutions réglementaires intéressant l'Agence (réglementation aérienne au niveau communautaire et extracommunautaire et jurisprudence pertinente de la CE). Cette activité a clairement pour objet de contribuer à assurer une circulation large et interactive des informations juridiques entre l'Agence et ses institutions mères.

### Apport d'une sécurité juridique aux activités aéronautiques de l'Agence

Le règlement fondateur confie à l'Agence un certain nombre d'activités en relation avec sa mission directe dans le domaine aéronautique, abordées plus en détail dans la section relative à l'élaboration des réglementations du présent programme de travail. Cette activité comporte clairement une composante juridique importante. En 2003, l'Agence a déjà entrepris une mission importante de révision juridique en adaptant les exigences de navigabilité communes (*joint aviation requirements, JAR*) aux règles de mise en œuvre de la Communauté européenne et en élaborant l'avis du directeur exécutif sur ces règles de mise en œuvre révisées. Des travaux similaires pourraient s'avérer nécessaires en 2004.

La mise en place de la chambre de recours implique que l'Agence se prépare à traiter ses premières affaires. Cette tâche exige une vigilance particulière de la part de l'Agence ainsi que l'organisation de formations continues pour ses conseillers juridiques. Ces derniers doivent être en mesure de conseiller le directeur exécutif, afin que ses décisions soient parfaitement légales. En cas de survenance d'une affaire, ces mêmes conseillers juridiques devront également agir en qualité d'avocats pour l'Agence devant la chambre de recours.

L'équipe juridique sera pleinement impliquée dans les activités d'élaboration réglementaire de l'Agence. Cette dernière fera preuve de vigilance en ce qui concerne la légalité des textes qu'elle adopte et sera par conséquent en mesure de faire face à toute éventuelle affaire portée devant la chambre de recours ou devant la Cour de justice.

#### Établissement d'un centre d'expertise juridique reconnu

Pour toutes ces raisons, l'Agence doit établir un centre d'expertise de qualité en matière de droit aéronautique. Cela implique bien entendu de nommer les meilleurs éléments au sein de l'équipe juridique de l'Agence, mais également de maintenir cette expertise à un niveau élevé et de la transférer aux parties prenantes externes. Les premières semaines d'activité de l'Agence ont démontré l'intérêt d'évaluer l'impact juridique de ses décisions et elle devra examiner l'opportunité de participer à des actions externes visant à améliorer la compréhension de ces décisions par ses parties prenantes.

#### **4.7 Contrôle**

La plupart des travaux de l'Agence peuvent être considérés sur un cycle de trois ans qui débute avec la préparation du budget en janvier de l'année n-1 et se termine par la publication finale des comptes en octobre de l'année n+1. Des activités spécifiques sont en outre fixées par le programme de travail.

La politique de gestion mise en œuvre par le directeur exécutif consistera à attribuer des responsabilités claires à tous les membres du personnel avec le maximum d'autonomie possible. Des rapports structurés devront être produits en contrepartie afin de suivre la réalisation des objectifs et de disposer des moyens suffisants pour corriger les éventuelles contre-performances.

À cet égard, l'objectif pour 2004 est de définir et de mettre en œuvre un système de cartes de pointage à tous les niveaux de la structure de l'Agence afin de surveiller l'efficacité des différents services.

## 5 Conclusions

*L'Agence européenne de la sécurité aérienne* a été créée pour assurer un certain nombre d'activités en matière de sécurité aérienne actuellement prises en charge au niveau communautaire ou national, et devenir la principale autorité européenne experte dans ce domaine. Elle représente l'unique autorité de certification reconnue par le droit communautaire dans le domaine de la conformité en matière de navigabilité et d'environnement. Pour satisfaire aux exigences du règlement fondateur, l'Agence doit être établie afin de prendre dès que possible le relais des autorités aéronautiques nationales dans son domaine de compétence. Obtenir de la Commission européenne et des États membres les moyens, les ressources humaines et les financements appropriés, tel est le principal défi que l'Agence doit désormais relever.

## Annexe – Organigramme de l'AESA (décembre 2003)

### AGENCE EUROPÉENNE DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE

